

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Paris, le 22 janvier 2026,

Première satisfaction de Ville & Banlieue pour l'ONPV, toujours en vigilance pour le budget 2026

Mobilisés pour la préservation des moyens de la politique de la ville, dont les crédits du BOP 147, les élus de Ville & Banlieue suivent avec une attention particulière les arbitrages en cours relatifs au budget 2026. Les 6 millions d'habitants des quartiers populaires sont déjà fortement exposés aux fragilités sociales.

Ville & Banlieue se félicite par ailleurs de la décision des parlementaires réunis le 20 janvier en commission mixte paritaire de préserver l'Observatoire national de la politique de la ville (ONPV) par la suppression d'alinéas dans le projet de loi de simplification de la vie économique. Cette clarification vient mettre un terme à la remise en cause de l'outillage dédié à la politique de la ville.

L'ONPV n'est pas un « comité Théodule ». Outil essentiel d'une évaluation indépendante et territorialisée, il constitue un appui indispensable pour construire des politiques publiques efficaces au service des communes et intercommunalités comportant les 1 584 quartiers prioritaires de la politique de la ville. Loin des idées reçues, il ne génère aucune norme contraignante pour les entreprises mais fournit au contraire de précieuses clés de lecture à l'État et aux collectivités pour le déploiement d'une action publique capable de prendre en compte les spécificités de chaque territoire.

Prenons pour exemple sa dernière étude en date du mois de décembre sur les pratiques sportives des habitants des QPV, qui apporte de précieux éclairages pour identifier les freins structurels qui existent dans nos villes populaires en matière d'accès au sport : 78 % des habitants des QPV déclarent avoir pratiqué une activité physique ou sportive dans l'année, contre 88 % en milieu urbain hors QPV, et 42 % d'entre eux estiment que l'offre sportive est trop restreinte, contre 33 % hors QPV.

L'offre proposée dans les QPV en matière d'équipements sportifs semble donc trop concentrée sur les plateaux, salles multisports et terrains de jeux extérieurs. Cela pose des problèmes de diversification des activités, qui soulèvent eux-mêmes des enjeux plus larges en matière de mixité des pratiques, d'accès au sport pour les femmes, les seniors ou tout autre public éloigné de nos clubs.

Ainsi, les communes deviennent en capacité de réagir pour infléchir la tendance, par l'élaboration en conséquence de politiques sportives plus adaptées. Voilà comment des données chiffrées, concrètes et factuelles, permettent aux élus locaux d'identifier les leviers d'action adéquats :

« Au-delà des fantasmes, l'ONPV s'ancre pleinement dans la réalité des territoires et nous ne cessons d'avoir recours à ses travaux pour construire, mettre en œuvre et adapter nos politiques au quotidien », souligne Catherine Arenou, première vice-présidente de Ville & Banlieue.

Parce que la simplification de la vie économique ne doit affaiblir ni l'intelligence collective, ni l'outillage de l'État et des collectivités, nous devons plus que jamais continuer à pouvoir compter sur cet observatoire solide, au service de l'efficacité de nos politiques en direction des habitants des QPV. Garantir son maintien, c'est affirmer que la politique de la ville doit continuer à reposer sur des faits, des indicateurs et des évaluations partagées, plutôt que sur des approximations.